Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 25 (1998)

Heft: 5

Artikel: Les thèmes des élections fédérales. Première partie, La Suisse et les organisations internationales : la voie européenne de Berne divise les partis

Autor: Ballanti, Dario

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912831

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

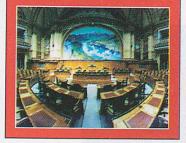
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Les thèmes des élections fédérales (I): la Suisse et les organisations internationales

La voie européenne de Berne divise les partis

Les relations entre la Suisse et l'Union européenne constitueront l'un des thèmes principaux des prochaines élections fédérales. Les partis politiques sont divisés sur la question.

Dario Ballanti

L'intégration européenne constituera l'un des thèmes centraux de la campagne en vue des élections fédérales de l'automne 1999. La position des partis à l'égard des organisations internationales sera l'un des étalons grâce auquel les électeurs «redessineront» les rapports de force au sein du parlement. C'est sans doute sur l'adhésion à l'Union européenne que le débat sera le plus vif. Les partis sont divisés, même si, dans les milieux politiques (à la différence du peuple, plus incertain), une majorité évidente semble s'être formée en faveur de l'adhésion de la Suisse au club des Quinze.

Malgré des nuances et des tons divers, trois des quatre partis gouvernementaux sont favorables à l'adhésion de notre pays à l'Union européenne: socialistes, démocrates-chrétiens et radicaux ont, grosso modo, une ligne identique en faveur de l'adhésion, bien qu'en leur sein ne manquent pas des courants dominés par le scepticisme.

UDC: cavalier seul

Parmi les partis gouvernementaux, seule l'Union démocratique du centre (UDC) défend encore la voie solitaire de la Suisse. Pourtant, le parti apparaît divisé: si son aile zurichoise défend à outrance l'isolement de la Suisse, d'autres sections (la section bernoise notamment) se montrent plus ouvertes à un possible rapprochement entre Berne et Bruxelles. Selon le conseiller national Christoph Blocher, figure de proue des anti-européens, «le Conseil fédéral doit respecter les décisions prises par le peuple». Les votations de ces dernières années ont exprimé un triple non: EEE, ONU et casques bleus. «Ces trois échecs imposent au gouvernement le maintien de l'indépendance et de la neutralité», a souligné Christoph Blocher à la dernière assemblée de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN).

«Le Conseil fédéral doit respecter les décisions prises par le peuple.»

CHRISTOPH BLOCHER, UDC

Sur le front du non à l'Union européenne et à l'ONU figurent également, en bloc, les anciens automobilistes, les Démocrates suisses et la Ligue des Tessinois. Les «eurosceptiques» craignent que l'adhésion de la Suisse aux Quinze ne signe la fin de la démocratie directe.

PDC: négocier immédiatement

Alors que l'UDC zurichoise et les partis de droite défendent le non, c'est le parti démocrate-chrétien (PDC) qui a adopté la position la plus marquée en faveur de l'adhésion. Dans le cadre du congrès extraordinaire d'avril dernier, à Bâle, les délégués du PDC suisse ont approuvé à une large majorité une résolution qui demande explicitement au Conseil fédéral de lancer, dans les plus brefs délais, les négociations pour une adhésion à l'Union européenne. «Nous devons veiller à la compatibilité avec le droit européen dans l'adaptation de nos lois», a affirmé le président du PDC, Adalbert Durrer, à la veille de l'assemblée. Les délégués romands se sont engagés en faveur de l'Union européenne, en particulier le conseiller national genevois Jean-Philippe Maitre et son collègue jurassien François Lachat, selon qui il n'y a plus de temps à perdre.

«Nous devons veiller à la compatibilité avec le droit européen dans l'adaption de nos lois.»

ADALBERT DURRER, PDC

Pragmatique, la conseillère nationale zurichoise Rosmarie Zapfl affirme qu'«il faut prendre au sérieux les craintes d'une partie de la population à l'égard de l'Union européenne. Il s'agit donc de déplacer le débat du plan de la polémique à celui de l'objectivité». En ce qui concerne le PDC, ce sont surtout les sections de Suisse centrale et orientale qui montrent le plus de méfiance à l'égard de la voie de l'adhésion. Parmi les élus les plus critiques figure le conseiller aux Etats schwytzois Bruno Frick, pour qui il est prématuré de songer à l'adhésion, également d'un point de vue électoral: une position trop nettement pro-européenne pourrait avoir des répercussions négatives et faire perdre au parti l'appui essentiel de la frange la plus conservatrice.

La Suisse perdrait-elle son identité en adhérant à l'Union européenne? Les esprits sont divisés sur cette question tant dans la population qu'au sein des partis. (Photo: Keystone)

PRD: deux vitesses

Dans la maison radicale également, on peut parler d'une ligne à deux vitesses. Les représentants romands (et les Tessinois Fulvio Pelli et Dick Marty) sont nettement plus enclins au rapprochement avec l'Union européenne que certains de leurs collègues suisses alémaniques (parmi les plus prudents, le conseiller national bernois Jean-Pierre Bonny) qui affichent une certaine prudence et préfèrent attendre au moins la fin des négociations bilatérales et la publication, d'ici la fin de l'année, du rapport sur l'intégration demandé au Conseil fédéral.

Dans l'ensemble, la position du parti radical semble, beaucoup plus que celle du PDC, fondée sur le pragmatisme: l'adhésion d'accord, mais sans hâte, et non sans avoir bien pesé le pour et le contre. «A moins de pouvoir signer un accord d'association étendu, la voie de l'adhésion reste la seule possible», affirme pour sa part le conseiller national Peter Tschopp, favorable à l'entrée de la Suisse dans les Quinze. «En contribuant au développement d'une conscience démocratique et fédéraliste au sein de l'Union européenne, l'identité suisse gagnera certainement une nouvelle dimension», soutient la conseillère nationale vaudoise Christiane Langenberger. Quant au conseiller national bernois François Loeb, il considère qu'un nouveau scrutin sur l'EEE serait le moyen le plus efficace et le plus rapide en vue d'endiguer les dangers d'isolement de la Suisse, en particulier de son marché du travail.

«A moins de pouvoir signer un accord d'association étendu, la voie de l'adhésion reste la seule possible.»

PETER TSCHOPP, PRD

PSS: oui à l'Union européenne et à l'ONU

«L'EEE n'offre pas la codécision: selon moi, qui soutient une votation sur l'EEE-bis ne veut pas l'adhésion», soutient pour sa part le conseiller national socialiste Peter Vollmer. Le parti socialiste épouse la cause de l'adhésion et soutient l'initiative populaire «Oui à l'Europe» lancée par les milieux pro-européens. «Nous pouvons négocier tranquillement l'adhésion, étant donné que la votation n'aura lieu que dans plusieurs années», ajoute Peter Vollmer. Quant au conseiller national zurichois Andreas Gross, actuellement occupé par une initiative populaire en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'ONU, il est encore plus explicite: «un triple oui est nécessaire: oui à la démocratie directe, oui à l'Union européenne et oui à la démocratisation de l'Union européenne».

«Nous pouvons négocier tranquillement l'adhésion.»

PETER VOLLMER, PSS

Libéraux et écologistes pour l'adhésion

Les libéraux figurent aux premières loges des partisans de l'adhésion à l'Union européenne. Ceci s'explique notamment par le fait qu'à une exception près, les parlementaires de ce parti viennent de Suisse romande, région plus gagnée à la cause de l'ouverture que le reste du pays. Dans les rangs des pro-européens figurent également l'Alliance des Indépendants, le parti évangélique, le parti du travail et le parti écologiste (les Verts); ce dernier a toutefois aussi dans ses rangs un groupe d'adversaires farouches d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne. ■

Les partis politiques: éclairage (I)

Union démocratique fédérale (UDF)

Sièges au Conseil national: 1;
au Conseil des Etats: 0
Président: Christian Waber (BE)
Adresse: case postale 717, CH-3607 Thoune
tél. +41 33 222 36 37, fax +41 33 222 37 44
L'UDF sur elle-même:
«L'UDF est un parti chrétien bourgeois d'orientation sociale. Il est, de tous les partis non gouvernementaux, celui qui peut s'appuyer sur les meilleures structures sur un plan national. Sa pensée, sa parole et son action s'inspirent des enseignements perpétuels de la Bible en tant que parole de Dieu. Compte tenu de l'endettement dramatique et de notre responsabilité à l'égard des générations à venir, la plus grande retenue s'impose dans le transfert de tâches nouvelles à l'Etat.»

Parti chrétien-social (PCS)

Sièges au Conseil national: 1 (membre du groupe Vert); au Conseil des Etats: 0
Adresse: Beat Bloch (membre du bureau), case postale, CH-8038 Zurich
tél. +41 1 482 01 73, fax +41 1 201 21 14
Le PCS sur lui-même:
«Le parti chrétien-social suisse (PCS) milite pour une société faisant preuve d'ouverture, dont les principes sont basés sur la solidarité. Le PCS s'engage principalement en faveur d'une assurance vieillesse complète et garantie à tout le monde, pour une politique humaine envers les étrangers et les réfugiés et pour une véritable égalité sociale.»

Frauen macht Politik! (FraP!)

Sièges au Conseil national: 1 (membre du groupe socialiste); au Conseil des Etats: 0
Adresse: case postale 9353, CH-8036 Zurich
tél. et fax +41 1 242 44 18
FraP! sur elle-même:
«Participation politique des femmes dans tous les domaines de la société. Redistribution radicale et équitable du travail salarié et bénévole, ainsi que des moyens d'existence sûrs. Une politique d'immigration qui garantisse aux femmes le droit de séjour et de travail indépendamment de leur conjoint. Protection contre la violence et égalité des chances dans le domaine de la formation.

Lega dei Ticinesi (Ligue des Tessinois)

Sièges au Conseil national: 1 (membre du groupe des Démocrates suisses);
au Conseil des Etats: 0
Président: Giuliano Bignasca (TI)
Adresse: case postale 2311, CH-6901 Lugano
tél. +41 91 971 30 33, fax +41 91 972 74 92
La Lega sur elle-même:
«Les Tessinois de l'étranger devraient voter Lega pour deux raisons: primo, parce qu'ils ont dû quitter le pays qu'ils aimaient en raison d'un climat politique et économique défavorable; secundo, parce que la Lega lutte pour que tous les Tessinois puissent travailler et bien vivre au Tessin dans la liberté et la démocratie.»